



**HAL**  
open science

## Licence Économie et gestion

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une licence. Licence Économie et gestion. 2016, Université de Bretagne Occidentale - UBO. hceres-02037807

**HAL Id: hceres-02037807**

**<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02037807v1>**

Submitted on 20 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Formations

## Rapport d'évaluation

### Economie et gestion

- Université de Bretagne Occidentale - UBO

Campagne d'évaluation 2015-2016 (Vague B)

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Formations

*Pour le HCERES,<sup>1</sup>*

Michel Cosnard, président

---

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

<sup>1</sup> Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

## Évaluation réalisée en 2015-2016

## Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Droit, économie, gestion

Établissement déposant : Université de Bretagne Occidentale - UBO

Établissement(s) cohabilité(s) : /

La licence *d'Économie et gestion* de l'Université de Bretagne Occidentale (UBO) constitue essentiellement une formation dont l'objectif est la poursuite d'études en niveau master, dans les domaines des sciences économiques ou des sciences de gestion. Elle est portée conjointement par l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) Droit Economie-Gestion et AES (Administration économique et sociale) et par l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de l'UBO.

Sans licence comparable dans l'environnement proche (à moins de 200 Km), elle complète (avec la licence *Droit* et la licence *AES*) l'offre de formation licence du domaine *Droit, économie, gestion* (voire hors domaine concernant la licence de *Langues étrangères appliquées*), selon une structuration classique de l'offre de formation.

Un parcours de gestion de troisième année est offert au public relevant de la formation continue, via une organisation pédagogique dédiée.

## Synthèse de l'évaluation

La formation offre un cursus bien équilibré et progressif sur les deux premières années entre matières d'économie, de gestion, de techniques quantitatives et matières d'ouverture. Construite selon une logique assez traditionnelle basée sur un équilibre entre les matières de gestion, d'économie, de techniques quantitatives et d'ouverture au cours des quatre premiers semestres, avec un approfondissement progressif des matières et des jeux d'options qui permettent aux étudiants d'orienter à la marge leur profil en fonction des objectifs visés, elle est plus atypique dans la structuration de sa troisième année. Cette dernière, outre l'affichage standard de parcours qui différencie plus fortement les cursus (*Economie-Management/Finance-Comptabilité/Gestion*), se présente aussi comme une passerelle pour les étudiants en provenance de filières courtes (diplômes universitaires de technologie (DUT) ou brevets de technicien supérieur (BTS)) vers une poursuite d'études en master. Revers de la médaille de la multiplicité des options, la lisibilité de la formation s'en trouve affectée et des choix d'options laissés aux étudiants peuvent être contradictoires en termes de progressivité.

Une place importante est donnée à la professionnalisation, tant dans les matières proposées que dans la construction de l'équipe pédagogique. Des liens avec le monde professionnel existent, notamment par le biais du stage et par la présence de professeurs associés à temps partiels (PAST) et de professionnels intervenant dans la formation.

L'équipe pédagogique est nombreuse et diverse, offrant une forte présence d'enseignants-chercheurs dès la première année. Par un dispositif solide d'enseignants référents et d'options de mise à niveau, la formation a la préoccupation de tenir compte de l'hétérogénéité des publics auxquels elle fait face en première année ou, via les dispositifs de validation des acquis, arrivant en troisième année.

Un dispositif spécifique dédié au public de formation continue est un point fort de la formation, s'il ne s'agit pas d'une simple externalisation du diplôme à la Chambre de Commerce et d'industrie (CCI). Il accueille une dizaine d'étudiants, mais son pilotage n'est pas détaillé dans le dossier (jurys communs ou non, équipe pédagogique commune ou non notamment).

C'est, au total, une formation solide, généraliste avec des effectifs stables, dont l'encadrement pédagogique paraît rigoureux et sérieux, même si la culture du pilotage n'est pas très présente, et qui a de bons taux de réussite, notamment en deuxième année (L2) et en troisième année (L3), pour un taux plus faible (40 % en moyenne) en première année (L1).

Comme souvent dans les structururations bicéphales (puisque la formation est gérée en partie par une UFR (pour les deux premières années et le parcours d'*Economie* de la troisième année) et par l'IAE de l'UBO, pour les parcours de

gestion de la troisième année) la cohérence globale de la formation sur les trois années n'est pas totalement convaincante et la présence d'une voie d'accès directe en troisième année majoritaire dans le flux d'étudiants obtenant le diplôme donne plus l'impression d'une structuration Bac + 2 commun + licences autonomes. Le dossier laisse par ailleurs paraître que le pilotage global de la formation ne semble pas réellement présent ; le suivi des diplômés n'est pas véritablement effectué (on notera en particulier l'absence de données sur les poursuites d'études, même au sein de l'Université de Bretagne Occidentale)

Points forts :

- Le cursus proposé est progressif et adossé à une équipe pédagogique (enseignants-chercheurs, enseignants et professionnels, de qualité).
- Des options de mise à niveau prouvent la capacité de la formation à gérer la diversité de ses publics.
- Le souci de la professionnalisation est présent, tant dans l'accompagnement de l'étudiant dans la construction de son projet que dans les occasions de mise en situation professionnelle.

Points faibles :

- Le travail en termes de compétences acquises par les étudiants n'est pas formalisé et le pilotage de la formation insuffisant.
- Le conseil de perfectionnement et le processus d'autoévaluation semblent peu opérationnels.
- La définition des compétences à acquérir et acquises par les étudiants manque de clarté.

Recommandations

Le positionnement de la formation, notamment vis-à-vis des formations de masters auxquels elle prépare, mériterait d'être mieux identifié, notamment dans le choix des options proposées aux étudiants.

Un fonctionnement plus harmonisé tout au long des trois années et transverse aux structures (IAE et UFR) qui accueillent les étudiants donnerait de la cohérence globale au diplôme et permettrait de généraliser les bonnes pratiques (évaluation étudiante systématique sur les trois années notamment).

Il conviendrait enfin de repenser l'articulation des jeux d'option pour garantir la cohérence de la formation sur les trois années et, plus globalement, une réflexion sur les compétences attendues permettrait une meilleure structuration des parcours en L3. La fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) pourrait à ce sujet être plus claire, en particulier en précisant les compétences des différents parcours

Analyse

<p>Adéquation du cursus aux objectifs</p>	<p>La licence d'<i>Économie et gestion</i> est construite selon une logique assez traditionnelle basée sur un bon équilibre entre les matières de gestion, d'économie, de techniques quantitatives et d'ouverture au cours des quatre premiers semestres, avec un approfondissement progressif des matières et des jeux d'options qui permettent aux étudiants d'orienter à la marge leur profil en fonction des objectifs visés. Elle est cependant plus atypique dans la structuration de sa troisième année. Cette dernière en effet, outre l'affichage standard de parcours qui différencient plus fortement les cursus (<i>Économie-Management/ Finance-Comptabilité/ Gestion</i>), se présente aussi comme une passerelle pour les étudiants en provenance de filières courtes (DUT ou BTS) vers une poursuite d'études en master. Ce public constitue (voir infra) d'ailleurs une part importante des effectifs de troisième année et rend plus compliquée la lecture de la progressivité disciplinaire au cours des trois années et de la cohérence des multiples choix d'options offerts (ce dont l'équipe pédagogique semble consciente). À noter qu'un des</p>
---	---

	<p>parcours de troisième année de licence propose une organisation spécifique pour les publics de formation continue. L'absence de précisions sur ce parcours (équipe pédagogique commune ou spécifique, jurys communs ou spécifiques) ne permet pas cependant d'en apprécier la valeur.</p> <p>Au total, la licence apparaît comme une formation généraliste solide dont les différents parcours en L3 mériteraient cependant une clarification.</p>
<p>Environnement de la formation</p>	<p>Sans licence comparable dans l'environnement proche (à moins de 200 km), la formation s'appuie sur une équipe pédagogique qui identifie clairement les liens avec les deux centres de recherche (Centre du Droit et de l'Economie de la Mer (AMURE) et Information, Coordination, Incitations (ICI)) auxquels les enseignants-chercheurs sont rattachés. Le positionnement vis-à-vis de l'offre de masters ou de licences professionnelles n'est malheureusement pas précisé dans le dossier, ce qui ne permet pas d'évaluer la pertinence des options proposées comme autant d'orientations progressives vers ces formations. Si elle se positionne naturellement dans une offre plus large (à côté de la licence <i>Droit</i> et de la licence <i>AES</i>, voire de la licence de <i>Langues étrangères appliquées</i>), selon une structuration classique de l'offre de formation, les possibilités de mobilité des étudiants à l'intérieur de cet ensemble ne sont pas clairement exposées.</p> <p>Le souci de confronter les étudiants aux milieux professionnels, notamment par la place accordée aux stages et aux jeux d'entreprise, mais aussi par l'intervention dans la formation, de vacataires recrutés sur leurs compétences professionnelles, est présent.</p>
<p>Equipe pédagogique</p>	<p>L'équipe pédagogique est assez fournie par le nombre des enseignants et enseignants-chercheurs. On notera cependant des services importants dans la filière (plus de 250h par exemple pour un seul professeur) qui traduisent peut-être un besoin de renforcement dans certaines disciplines. Pour une grande part, les intervenants professionnels semblent offrir une réelle valeur ajoutée en termes d'ouverture sur le monde professionnel et leur profil est en adéquation avec les objectifs pédagogiques visés.</p> <p>Si le partage des responsabilités (d'années, de section, de relations internationales, etc.) est bien identifié, le fonctionnement concret du pilotage n'est pas développé dans le dossier. La présence d'un coordonnateur des relations entre les deux composantes qui abritent la formation, qui apparaît donc comme bicéphale, (UFR et IAE) laisse entendre une certaine autonomie dans le pilotage des parcours respectifs (entre la L1, la L2, certains parcours de L3 et ceux qui relèvent de l'IAE).</p>
<p>Effectifs et résultats</p>	<p>L'effectif de la formation est stable (autour de 120 étudiants pour la première année. On note cependant une augmentation non négligeable (+ 30 %) entre 2013-2014 et 2014-2015 sans que le dossier ne fournisse d'explications à ce sujet.</p> <p>Le taux de réussite à l'issue de la L1 est en moyenne de 48 % avec un pic en 2010-2011 à presque 65 % et une baisse nette en 2011-2012 à moins de 38 %. Le dossier ne fournit pas d'explication particulière sur ces chiffres. Les taux de réussite sont en moyenne de 77 % en L2 et de 87 % en L3, qu'il conviendrait à mettre en perspective avec les profils par bac des primo-arrivants, malheureusement peu détaillé dans le dossier.</p> <p>Plus de 50 % des effectifs de L3 ne proviennent pas de la L2. Les éléments présentés ne permettent pas de connaître précisément leur répartition par filière d'origine (DUT, BTS...) ni leur ventilation par parcours, probablement majoritairement présents dans les parcours <i>Gestion</i> ou <i>Comptabilité-Finance</i>, au sein de l'IAE. Les effectifs et les taux de réussite sont stables sur la période précédente (à l'exception d'une hausse des inscriptions en première année sur le dernier exercice).</p> <p>Le dossier ne précise pas non plus les poursuites d'études (vers un master après l'obtention du diplôme, ou en cours de formation vers une licence professionnelle ou par réorientation en cours de cursus vers une formation voisine), ce qui suggère un manque de suivi des étudiants.</p>

<p>Place de la recherche</p>	<p>22 enseignants-chercheurs et 2 attachés temporaires d’enseignement et de recherche (ATER) sur un total de 36 enseignants de l’établissement enseignent dans la licence <i>Economie et gestion</i>. Ils sont membres des laboratoires AMURE et ICI. Ils assurent près de 54 % du volume enseigné par les enseignants titulaires de l’établissement (les professeurs agrégés et certifiés (PRAG/PRCE) assurant les 46 % complémentaires).</p> <p>Outre cette présence d’un nombre important d’enseignants-chercheurs dans la formation et les quelques cours méthodologiques proposés, les liens avec la recherche sont, comme il est assez courant à ce niveau de formation, assez ténus.</p>
<p>Place de la professionnalisation</p>	<p>Les matières fondamentales de la licence, et notamment les matières les plus appliquées de la gestion ou du droit, offrent déjà en tant que telles une ouverture importante sur la connaissance de l’environnement professionnel. Cependant, la place de la professionnalisation est importante dans la formation comme en témoignent les éléments suivants :</p> <p>Un stage long (deux mois) figure en semestre 6. Des unités d’enseignement dédiées à la construction du projet professionnel sont présentes en L1 ainsi qu’en L3 (pour le parcours <i>Economie-Management</i> uniquement).</p> <p>Les jeux d’entreprise en semestre 4 et en semestre 6 pour les parcours <i>Gestion</i> et <i>Finance-Comptabilité</i> avec soutenance devant un jury d’enseignants et de professionnels permettent de mettre les étudiants en situation professionnelle.</p> <p>3 PAST interviennent dans la formation pour un volume global de 186 heures ainsi que 16 professionnels pour un volume de 354 heures.</p> <p>En revanche, la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) ne semble avoir été pensée et conçue que pour les seuls étudiants des parcours de gestion, voire même que pour décrire les compétences de l’unique année de licence 3 de ces parcours. Elle ne constitue donc pas en tant que telle une réelle fiche pour le diplôme dans son ensemble et pointe une des faiblesses de la formation : la grande hétérogénéité en sortie des étudiants titulaires <i>in fine</i> du même diplôme selon qu’ils auront suivi l’intégralité du cursus où seront arrivés en troisième année de licence par le biais d’une validation d’études.</p> <p>Les étudiants ont par ailleurs accès à des forums de métiers organisés par les masters (notamment en gestion), dont on peut regretter qu’ils ne soient pas généralisés à toutes les formations.</p>
<p>Place des projets et stages</p>	<p>Un stage est prévu au dernier semestre du cursus. D’une durée de huit semaines, il est donc relativement conséquent pour un stage de licence. Il donne lieu à rapport et soutenance.</p> <p>Ce stage peut se dérouler à l’étranger.</p>
<p>Place de l’international</p>	<p>L’anglais est obligatoire et présent (18 heures semestrielles) tout au long des six semestres. Une seconde langue vivante (dont le français langue étrangère pour les allophones) est proposée en option. Ces enseignements ne donnent pas lieu à une certification même si les étudiants ont la possibilité de suivre une unité d’enseignement libre de préparation à la certification Test of English for International Communication (TOEIC), qui est recommandée pour les étudiants visant une mobilité sortante.</p> <p>La mobilité sortante (pensée pour la dernière année de licence) s’organise avec un nombre moyen de partenaires (Erasmus, Bureau de Coopération Interuniversitaire (BCI), Canada ou autres accords), le dossier évoquant une dizaine de mobilités par an sans préciser si elles relèvent du niveau de licence ou de niveau master première année. Soit, au mieux, un peu moins de 8 % de l’effectif de L3.</p>
<p>Recrutement, passerelles et dispositifs d’aide à la réussite</p>	<p>La formation offre en L1 un dispositif d’enseignants référents conséquent (trois rencontres annuelles). Par ailleurs, un module de mise à niveau en mathématiques optionnel semble permettre de traiter l’hétérogénéité de niveau en entrée dans le cursus. Une place importante est accordée à l’arrivée en L3 d’étudiants d’autres cursus (via notamment comme outil de sélection le score dit « Message » des IAE), cet accès représentant plus de 50 % des effectifs de L3 et il n’est pas clair si un accès non sélectif dans au moins un des parcours est autorisé. Pour faciliter l’accueil de ces</p>

	<p>publics n'ayant pas suivi le cursus sur les deux premières années, un effort est fait sur la nature des cours proposés (par exemple, peu formalisés en économie), sans pour autant constituer de réelles unités de mises à niveau. Si l'on comprend l'intérêt pour ce public, cela rend en retour moins claire la progressivité réelle sur les trois années, notamment pour les parcours de gestion, et institutionnalise un peu une poursuite d'étude massive pour des étudiants titulaires de formations courtes professionnalisantes.</p> <p>Rien ne semble en revanche prévu pour l'accueil (en semestre 2 ou 3 par exemple) d'étudiants en réorientation des licences voisines ni pour la pré-orientation vers une licence professionnelle en troisième année.</p>
Modalités d'enseignement et place du numérique	<p>La formation comprend une préparation à la certification informatique et Internet (C2i) niveau 1 dès la première année. L'informatique (notamment l'usage de tableurs) est de plus utilisée dans différents travaux dirigés. Enfin, l'usage de la plateforme numérique Moodle semble dépasser la simple plateforme de dépôts de plans de cours (notamment par la présence d'exercices complémentaires corrigés).</p> <p>La formation offre un cursus dédié aux publics relevant de la formation continue, délocalisé et en horaire décalé (et en partenariat avec la CCI locale) pour les parcours de gestion. Le dossier ne permet pas de savoir s'il s'agit de la même équipe pédagogique, des mêmes jurys (du moins en partie) ou si la formation est en quelque sorte externalisée.</p>
Evaluation des étudiants	<p>Les règles d'évaluation des étudiants sont clairement définies et cohérentes. Le tableau d'attribution des crédits européens par unité d'enseignement ainsi que les règles de validation des trois niveaux fournies en attestent.</p> <p>Le dossier fait en revanche mention d'une sélection à l'entrée des trois parcours de L3 dont on ne comprend pas trop si elle est limitée aux procédures de validation d'acquis ou d'études (ce qui serait la règle) ou si elle s'applique également à l'ensemble des titulaires de la deuxième année du diplôme (ce qui contreviendrait aux règles en vigueur dans le cadre du diplôme de licence), ou si elle se limite à un concours d'entrée dans les parcours relevant de la gestion.</p>
Suivi de l'acquisition des compétences	<p>Cet item n'est pas traité dans le dossier. Il est fourni à sa place un tableau récapitulatif des unités d'enseignement pour les 6 semestres avec les matières qui les composent ainsi que leur volume horaire.</p> <p>Si un livret de compétence est distribué aux étudiants en début de formation, son usage semble plus informatif que constitutif d'un réel portefeuille de compétences. La fiche RNCP proposée ne porte clairement que sur les compétences acquises au cours de la seule L3 (et pour les seuls parcours relevant de la gestion) et à ce titre ne peut prétendre décrire les compétences d'un étudiant ayant suivi l'intégralité de la formation.</p>
Suivi des diplômés	<p>Le dossier fournit une analyse détaillée et intéressante des résultats du semestre 1 de la dernière année universitaire. Ce travail, bien fait, contraste avec l'absence de données identiques sur les autres semestres et les autres années et semble suggérer que le travail n'a été effectué qu'à l'occasion du processus d'autoévaluation. On doute alors qu'il constitue un outil réel d'amélioration continue de la formation.</p> <p>Les données plus agrégées sur les effectifs sur la période précédente ne prêtent pas à commentaires ou explications dans le dossier. Il ne semble pas dès lors que ces données constituent de réels instruments de pilotage pour les équipes pédagogiques.</p> <p>Au regard des informations fournies dans le dossier, il ne semble pas qu'un réel suivi des diplômés soit mis en place. Le dossier évoque le recueil de témoignages d'étudiants et leur compilation dans un document mais cela reste assez vague.</p>
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	<p>Le conseil de perfectionnement ne semble pas correspondre aux attentes réglementaires, s'agissant uniquement de la prise en compte des avis étudiants dans des réunions d'années. Il n'y semble donc pas y avoir de conseil de perfectionnement du diplôme global, intégrant la présence de représentants du monde professionnel et participant à l'amélioration</p>



	<p>permanente de la formation, ce qui constitue un manque réel.</p> <p>L'évaluation de la formation par les étudiants est réalisée en L1 et pour les parcours dispensés au sein de l'IAE de la L3 (dont ni les résultats ni l'impact sur le pilotage ne sont communiqués). Elle n'est donc pas généralisée ni instituée en outil de pilotage d'ensemble, soulignant ainsi le caractère dual de la formation où les pratiques liées à l'économie et celles liées à la gestion ne sont pas encore harmonisées.</p> <p>De même, aucune information n'est fournie sur le processus d'autoévaluation et on s'interroge sur la manière dont ce processus a été mis en place et le bénéfice retiré par la formation.</p>
--	---

# Observations de l'établissement

Brest, le 18 juillet 2016,

Le Vice-Président formation tout au long de la vie en charge de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire

Au Haut Conseil de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

**Direction des Etudes et de la Vie Etudiante**

AM/KB/2016/n°

**Affaire suivie par**  
Kristen Bosser

**Téléphone**  
02.98.01.60.19

**Fax**  
02.98.01.60.01

**Mél.**  
directrice.deve@univ-brest.fr

Objet : Retour sur les rapports d'évaluation de l'offre de formation « 2012-2016 »

L'université de Bretagne Occidentale remercie le HCERES et l'ensemble des évaluateurs pour le travail qu'ils ont réalisé. Les remarques et recommandations seront d'une aide précieuse dans le cadre de la mise en œuvre de la future offre de formation de notre établissement.

L'évaluation de cette formation n'appelle pas de commentaire.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma considération la plus distinguée.

Pour le Président et par délégation,

Le Vice-Président formation tout au long de la vie en charge de la CFVU,



Abdeslam MAMOUNE

Au :

**Haut Conseil de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur**

**2 rue Albert Einstein  
75013 PARIS**